

Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Savoie

Secrétariat : 14 faubourg Reclus - allée B - 73025 CHAMBERY CEDEX

Tél. : 04 79 33 27 08 - Fax : supprimé

Mél : DRJSCS69-TASS73-CHAMBERY@drjscs.gouv.fr

Numéro du recours : 20160918

(à rappeler dans toute correspondance)

Monsieur ROSSET Pierre

1665 route de Montaugier

73290 LA MOTTE SERVOLEX

Date du recours : 23/09/2016

Objet :

demande d'annulation de la réduction d'office de 75%

appliquée sur le régime de base de l'année 2001

Réf. Organisme : 20018346252300

Accusé de réception d'un recours

La Secrétaire du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale accuse réception de votre recours.

Les parties à l'instance sont :

* demandeur(s) :

Monsieur ROSSET Pierre

1665 route de Montaugier

73290 LA MOTTE SERVOLEX

* défendeur(s) :

C.I.P.A.V.

9 rue de Vienne

75403 PARIS CEDEX 08

Elle vous invite à faire parvenir au Secrétariat :

- une photocopie de la décision que vous contestez

- une photocopie de la contrainte à laquelle vous avez fait opposition et de sa notification par huissier de justice.

Vous serez convoqué(e) ultérieurement devant le Tribunal. **Votre comparution ou représentation est obligatoire.**

En application de l'article 15 du nouveau Code de procédure civile, les parties doivent se faire connaître mutuellement en temps utile les moyens de fait sur lesquels elles fondent leurs prétentions, les éléments de preuve qu'elles produisent et les moyens de droit qu'elles invoquent, afin que chacune soit à même d'organiser sa défense.

Toutes les parties peuvent prendre connaissance du dossier au Secrétariat du Tribunal du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00.

A CHAMBERY, le 28 septembre 2016

La Secrétaire,

S. DELERUE

PO/ La Secrétaire adjointe

A. MOULIN



INFORMATIQUE ET LIBERTES

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux informations contenues dans ce document.

Vous disposez d'un droit d'accès à ces renseignements et vous pouvez demander à ce qu'il soit procédé à des rectifications en cas d'erreur.

Ce droit d'accès s'exerce auprès de la Secrétaire du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale ou auprès du Directeur Régional de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale - 245 rue Garibaldi - 69422 LYON CEDEX 03.

NOTES EXPLICATIVES

Le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale est une juridiction qui est composée d'un magistrat et de deux assesseurs représentant l'un, les travailleurs salariés, l'autre, les employeurs ou travailleurs indépendants. Elle statue sur les affaires qui opposent les particuliers aux organismes de sécurité sociale.

La procédure est gratuite.

Dans le cas d'un recours dilatoire (qui tient à *gagner du temps*) ou abusif (contraire aux lois), le demandeur qui n'a pas obtenu gain de cause soit en première instance, soit en appel, peut être condamné au paiement d'une amende au taux prévu par le nouveau Code de procédure civile (15,24 à 1.524,49 euros) et, le cas échéant, au règlement des frais de la procédure (notamment enquêtes, expertises, consultations ordonnées par le TASS). Les frais provoqués par la faute d'une partie peuvent être mis à charge.

A l'occasion des litiges portant sur le recouvrement de cotisations ou de majorations de retard et lorsque la procédure est jugée dilatoire ou abusive, l'amende est fixée à 6 % des sommes dues, en vertu du jugement rendu avec un minimum de 150 euros par instance.

COMMENT ALLEZ-VOUS COMPARAÎTRE À L'AUDIENCE ?

(Code de la Sécurité Sociale : article R. 142-20)

Vous pouvez comparaître :

- personnellement,
- assisté ou représenté* par : votre conjoint, l'un de vos ascendants ou descendants en ligne directe, un avocat (après avoir sollicité, le cas échéant, le bénéfice de l'aide juridictionnelle), une personne exerçant la même profession que vous, un représentant qualifié des organisations syndicales, ouvrières ou patronales, un administrateur ou un employé de l'organisme partie à l'instance ou un employé d'un autre organisme de Sécurité Sociale, un délégué des associations de mutilés ou invalides du travail les plus représentatives,
- **Pour les personnes morales** : le représentant* légal ou une personne dûment mandatée à cet effet (le pouvoir écrit, daté et signé devra être remis au Tribunal),

***Le représentant, s'il n'est pas avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial sur papier libre.**

Vos frais de déplacement et de séjour ne peuvent pas être remboursés.

Vous pouvez déposer des observations écrites sur papier libre.

Votre demande et vos écrits ne peuvent être examinés par le Tribunal que si vous venez vous-même à l'audience pour les soutenir ou si vous êtes représenté par une personne habilitée.

REMARQUE :

Le demandeur ou le défendeur peut, sous certaines conditions de ressources, être dispensé du paiement des honoraires de l'avocat. La demande de dispense doit être adressée sur papier libre au bureau d'aide juridictionnelle du Tribunal de Grande Instance de CHAMBERY - Palais de Justice - 73 008 CHAMBERY Cedex.